



Déclaration liminaire FNME-CGT au CSE-C de GRDF

Séance du 16 Octobre 2025

En septembre dernier, un incident grave affectait le réseau de transport exploité par NaTran sur la commune de St Rémy de Provence. Cela a mené à la rupture d'alimentation de quelques 12.600 foyers alimentés par GRDF entre Vaucluse et Bouches du Rhône. C'est le second incident de ce type sur le réseau NaTran en moins d'un an, qui plus est sur le même secteur. Cela interroge plus d'un gazier sur l'entretien de ce réseau. Y a-t-il un problème de protection cathodique, d'érosion interne du fait de particules ou de survitesse ? L'avenir nous le dira, mais cela reste inquiétant.

Le Service Public chevillé au corps, de nombreux collègues se sont déclarés volontaires pour remettre en service les naufragés du gaz dès lors que le réseau serait réalimenté.

Au sein de la région Sud-Est où l'incident s'est déroulé, des dizaines de gaziers se sont vu "rembarrés" bien que disponibles et à proximité. Comment est-ce possible alors que cela faisait déjà 5 jours que les usagers étaient privés de gaz ? Les industriels bien sûr, mais aussi les familles, des personnes fragiles dans les centres adaptés ou en EHPAD ne méritaient-ils pas une meilleure considération ?

On leur a préféré des Agents bien plus éloignés qui ont, pour certains, traversé la France avec leur véhicule de service contre quelques tonnes de Co2.

Avec un ou deux jours d'avance, certains ont été enjoins à rentrer dans leurs unités plus tôt. On espère que l'ensemble des agents sollicités, bénéficieront de l'ensemble des mesures afférentes à ce type d'événement.

En dehors de l'aspect logistique, l'image de l'énergie gaz, déjà malmenée par les pouvoirs publics, a pris un coup supplémentaire sur le Bec Bunsen. Et que dire de celle de GRDF qui n'est pas à la fête et qui s'en est trouvée encore plus écornée ?

À GRDF voyez-vous, on se complait à prendre les coups avec un P, du moment qu'ils n'amènent pas de coûts avec un T. L'incident provençal a démontré une fois de plus que la logique d'économie prévalait sur tout : faire attendre les usagers en souffrance n'émeut même plus nos braves dirigeants.

Il faut se rendre à l'évidence : pour la Direction, répondre aux besoins des usagers est désormais traitée avec le même empressement qu'augmenter le pouvoir d'achat de ses propres salariés.

Que ceux qui se sont étonnés du retard à l'allumage pour remettre en service les Clients ou qui se sont inquiétés du manque à gagner pour l'entreprise des quelques douze mille compteurs au chômage technique alors que les premiers frimas arrivent se rassurent : à GRDF, on a tout prévu.

Si le tarif d'acheminement, appelé en jargon gazier ATRD est l'unique source de revenus de GRDF, il se décompose en plusieurs rubriques. Presque autant qu'on dénombre de perfusions sur le bras d'un malade en réanimation.

Mais rassurez-vous. Si GRDF, pour peu qu'on la connaisse un peu, paraît aujourd'hui désorientée, a tendance à oublier son passé et d'où elle vient, ne reconnaît plus celles et ceux qui la font vivre et prospérer, elle arrive toujours à retrouver une belle vigueur. C'est à se demander si lesdites perfusions passeraient favorablement un contrôle anti-dopage...

Il serait presque tentant pour tout gazier de goûter à ces potions miraculeuses au moment où la Direction tente d'instaurer la prohibition dans l'entreprise en rendant alcools et psychotropes persona non "grappa"!

Et parmi les différentes poches de goutte-à-goutte qui composent l'ARTD, il y en a une qui est particulièrement bien distillée.

Il s'agit du CRCP, alias "Compte de Régularisation des Charges et des Produits". Si son nom n'est pas très digeste, cet élixir est un redoutable mécanisme qui permet de compenser les écarts entre les recettes tarifaires prévues et celles réellement perçues.

Ainsi, par exemple, en cas d'hiver très doux, ce qui est une tendance qui se confirme avec le réchauffement climatique, GRDF vend moins de gaz. Mais pour autant ses coûts fixes restent globalement les mêmes. Car oui, on doit toujours exploiter le même réseau, qu'il fasse très froid ou très doux.

Le CRCP est donc là pour garantir un niveau de revenu stable. **Dit autrement, GRDF récupère via ce mécanisme l'argent qu'elle n'a pas pu ramasser car les compteurs ne tournaient pas suffisamment.**

Dans l'incident de St Rémy de Provence, le CRCP va s'appliquer car la rupture d'alimentation de gaz par NaTran a empêché les compteurs de fonctionner.

Et donc, GRDF va pouvoir récupérer - sans rien faire - des liquidités pour compenser les pertes de gaz non distribuées.

C'est déjà ce que l'entreprise fait avec la baisse du nombre de clients : GRDF est indemnisée pour le volume de gaz non distribué. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle ne s'en émeut pas plus que cela puisqu'un pognon de dingue tombe tout seul !

Alors pourquoi au pays de chez Ducros, devrait-elle se décarcasser à payer des Agents en déplacement ou en heures supplémentaires ? Le compteur Gazpar ne tourne plus, mais celui du coffre de GRDF continue de se remplir. C'est tout bénéf. Et c'est rien de le dire !

Nous félicitons le Syndicat CGT Energies Grand Avignon pour son communiqué de presse qui, semble-t-il, a eu son petit effet puisque dès le lendemain de sa publication, les renforts ont quasiment doublé.

Vous trouvez ça aberrant ? Nous aussi à la FNME-CGT. C'est d'ailleurs pour cela que nous militons pour baisser le prix de l'Énergie et pour reconstruire un véritable Service Public nationalisé.

Il est plus qu'urgent de sortir le Gaz et l'Électricité de la logique des marchés qui permet de telles fantaisies. Comme il est plus qu'urgent de refermer la page du Macronisme qui fait de la France la risée du monde.

Seul en son Palais, ou vivant sur une autre planète, Jupiter n'a plus aucune légitimité. Ses plus fidèles soldats fuient la Macronie comme les rats quittent un navire en perdition.

En huit années, Emmanuel Macron a rincé 8 Premiers Ministres différents et entame son dixième gouvernement.

Étriqué, le Gouvernement Lecornu 1 n'aura duré que 14h et le revoici aux manettes en mode BisCornu.

La recyclerie fonctionne à plein, le désormais ministre de l'intérieur Nuñez est loin d'être un inconnu de la place Beauvau puisqu'il en était le bras droit alors que la matraque mutilait les Gilets Jaunes et conduisait les syndicalistes à l'hôpital.

On y retrouve aussi notre impayable Rachida DATI, pourtant renvoyée en correctionnelle pour corruption et trafic d'influence passifs dans l'affaire Carlos Ghosn, mais aussi pour conflits d'intérêts avec notre maison mère ENGIE.

Parmi les nouvelles recrues, on trouve le Ministre de la Ville et du Logement LEBRUN qui est un adepte des plateaux télé dès lors qu'il s'agit de vendre le parc de logement sociaux mais il s'empresse d'y caser famille et amis.

Les gouvernements passent et on cherche toujours en vain le moindre ministre progressiste ou de gauche.

Lors de son discours de politique générale, Sébastien Lecornu n'a dû son salut qu'à la faveur d'une "suspension" de la réforme des retraites, ce qui a charmé le groupe socialiste.

La CGT n'y voit rien d'autre qu'une assurance vie pour une Macronie à l'agonie qui entend durer jusqu'en 2027 alors qu'elle n'a plus aucune légitimité.

Le monde du travail ne tombera pas dans ce piège. Nous affirmons que la suspension annoncée n'est en réalité qu'un décalage de son application.

Décaler n'est pas bloquer, ni abroger. Les 64 ans et l'allongement de la durée de cotisation seraient toujours dans la loi mais leur application serait seulement décalée de quelques mois. Pire, ce décalage reviendrait à confirmer les 64 ans au mépris de la mobilisation de millions de travailleurs et de travailleuses depuis 2 ans et demi.

Pour la CGT, la seule suspension qui vaille est un blocage immédiat **par la loi** de l'application de la réforme des retraites à 62 ans, 9 mois et 170 trimestres et qui doit ensuite permettre au parlement de voter son abrogation.

Le monde du travail ne tombera pas non plus dans le piège d'une réouverture d'une conférence sur les retraites, faisant renaître de ses cendres le conclave de François Bayrou et ainsi redonner la main au patronat.

Pour la CGT, en opposition à la CFDT qui la réclame, l'heure n'est ni à la retraite à point ni à la capitalisation mais à l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites !

Cet effet d'annonce ne doit pas masquer les jours terribles qui vont encore s'abattre sur notre société. Le budget Lecornu 2 valide une cure d'austérité qui reprend la copie de François Bayrou avec notamment :

- Le gel des prestations sociales (allocations familiales, allocations logement, AAH...) et des salaires des fonctionnaires ;
- La désindexation des pensions en 2026, 2027 et probablement après ;
- La suppression de plus de 3000 postes dans la fonction publique ;
- Le doublement des franchises médicales et la baisse du budget de la santé, des hôpitaux et des Ehpad.

Ces choix injustes et dangereux s'inscrivent toujours dans la même logique : faire payer la crise au monde du travail tout en protégeant les profits et les dividendes, sans remettre en cause les 211 milliards d'aides versées aux entreprises et en tendant une nouvelle fois la main au patronat.

Que Lecornu se rassure, la CGT ne lâchera rien sur ces questions.